

Le Louisianais.

L. S. U.
Library
Baton Rouge
La.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET CAMPAGNARD.

VOL. XV.

PAROISSE ST. JACQUES, LOUISIANE, SAMEDI 13 SEPTEMBRE 1879.

NO. 46.

Le Louisianais.
JOURNAL OFFICIEL

—DE LA—

Paroisse St. Jacques,
PUBLIE CHAQUE SAMEDI DANS LA
Paroisse St. Jacques,
Convent P. O.,
Louisiane.
J. GENTIL,
EDITEUR ET REDACTEUR.

Abonnement:
\$5.00 PAR ANNEE.
PAYABLE D'AVANCE.

PRIX DES ANNONCES.

Par carré de 10 lignes, ou moins, première insertion.....\$4.00.
Par carré de chaque publication subséquente..... 75.
Les communications de nature personnelle et les avis à l'année se règlent de gré à gré avec l'éditeur.

AGENTS DU LOUISIANAIS.
Nouvelle-Orléans—A. G. Roman, Tchou
pionas St. No. 15.
St. Jacques, St. Jean-Baptiste, Iberville,
Assumption et Assommoir—Just. Comès,
Donaldsonville.
Lafayette, Attakapas—Edmond E. Mont
ton.
Nouvelle-Hébre—Charles Clère.
Vacherie—Morris Fénel.

DEUX MAÎTRES.

Je ne sais point, brave homme,
Exactement mon nom,
Si j'appartiens à Rome,
A la Réforme, ou non.

Car si Rome est la reine
Et le rayonnement,
Je ne sens nulle haine
Pour Genève, vraiment.

Car ma libre pensée
N'a pas, fidele au Christ,
La faune insensée
Qui profane ou prosaïs.

Car je sais que les hommes,
Ayant divers autels,
Étant ce que nous sommes,
Sont faibles et mortels.

Car je crois, sur mon âme,
Que toute vérité,
Dans l'homme et dans la femme,
Se nomme Charité.

Car le vrai Dieu lui-même
Ne nous a point permis
De lancer l'anathème
Contre nos ennemis.

Car ce Dieu, notre maître
Et notre créateur,
N'a point dit à son prêtre:
Sois un persécuteur!

Car ce Dieu, notre père,
Aime tous ses enfants
Et dit à l'homme: Espère
Les grands cieux triomphants.

En vérité, qu'importe
La hauteur du plancher,
La grandeur de la porte
Ou le nom du clocher?

Le temple vaut le temple,
Et le haut monument
Ou l'admiré contemple,
Se nomme firmament.

Tous les autres, de forme
Humaine, ont toujours
Quelle chose d'informe,
Et vivent plusieurs jours.

Mais le saint Evangile,
Que je lis très souvent,
N'est point bâti d'argile
Et ne craint pas le vent.

Charté grande et suprême,
Splendide vérité,
Il est celui qu'on aime,
Il est l'éternité.

Il est la foi, la vie,
Le guide et le soutien,
Et notre âme ravie
Y voit ce mot: *Christien*.

Où, *chrétien*, mon brave homme!
Et je puis l'être aussi
Bien à Paris qu'à Rome,
A Genève qu'ici.

Mais je lis un passage
Dans le Livre divin,
Qui me semble très sage,
Qui ne peut-être vain.

Et qui s'adresse aux prêtres,
Aux hommes du saint Dieu:
"Vous n'aurez point deux maîtres
A la fois: *L'or et Dieu*."

FRANCE.

Le sort en est jeté—*alea jacta est*, comme on disait autrefois, et la France est désormais républicaine. C'est là un fait qui s'affirme à chaque heure, et que les jours, ces facteurs de tout progrès et ces agents de toute vérité, dégagent de plus en plus des doutes, des incertitudes et des probabilités de l'hypothèse. Il n'y a plus de rêve dans la république. Le rêve d'hier est devenu la réalité, et l'aspiration est désormais une évidence et un fait. Car la démocratie, cette justice si longtemps cherchée, pour laquelle tant d'hommes ont combattu, et qui porte en elle l'avenir et les destinées du monde, ne saurait vouloir pour les peuples affranchis et pour les nations libres une autre maison que celle de la souveraineté du peuple et de la république du droit. La monarchie et l'empire sont les contraintes de toute démocratie véritable, et le despotisme qu'ils contiennent plus ou moins, avec des castes, des classes et des privilèges, les exposent nécessairement à la force et à la légitimité des révolutions. Seule, la république, avec la somme de démocratie nécessaire et sage, ne redoute point ces révolutions, et l'on peut dire que ce mot, effrayant pour beaucoup, parce qu'il comporte l'idée de désordre et de bouleversements sociaux, devient inoffensif et passible comme un bon et honnête bourgeois par la simple suppression de la lettre R. La *Révolution* est supprimée par l'*Evolution*.

Il faut donc, pour la France elle-même et pour les autres nations, se réjouir que la France soit désormais une république, et une république irévocable.

Car rien ne préviendra plus contre elle. Les partis hostiles à cette forme de gouvernement nécessaire et démocratique, divisés ou réunis, d'un nom ou d'un autre, sont des lors et pour jamais impuissants contre elle. Ils usent vainement leurs ongles, leurs griffes et leurs armes contre sa raison, son bon sens et sa justice. Ils n'auront plus que des fureurs impuissantes et ridicules. Car le peuple n'est point avec eux. Il les a quittés pour toujours, portant sa foi, sa force et ses espérances ailleurs, et bien résolu à vivre dans la vie, dans la liberté, dans le progrès et dans l'ordre supérieur.

Voilà ce que sont ces partis, encore incertaine et douteuse dans les esprits, ils s'entendent comme larons en foire, ou sait bien qu'ils ne s'entendent plus guère aujourd'hui. Chacun d'eux a repris sa couleur et son drapeau. Plus de coalition. Sans sortir complètement du mensonge, ils sont au moins sortis de ce mensonge-là.

Mais qu'ils sont faibles! On peut presque en parler comme d'une légende des temps passés, — en parler comme on parle des morts. Ne serait-il pas même bon d'avoir un peu de pitié et de commisération pour eux? Car il s'opère dans leur sein un singulier travail de désagrégation, et beaucoup de leurs hommes, chefs et soldats, las d'attendre ou fatigués de leurs dieux, arrachent chaque jour la cocarde de leurs bonnets et vont servir sous les drapeaux de la république. Ces partis seront des groupes demain.

Les d'Orléans eux-mêmes, à l'heure présente, sont ils autre chose qu'un groupe, et quand la famille est assemblée, avec quelques rares fidèles dont l'honneur est pacifique, cela ressemble-t-il beaucoup à une royauté ou à une monarchie?

Il n'y a pas en France de monarchie plus oubliée que la monarchie constitutionnelle de 1830. Tombée avec Guizot, elle a été ensevelie par Thiers. Quant à son chef, si toutefois elle en a un, on sait que sa maladroite soumission à son cousin Chambord lui a enlevé toute la popularité qu'il aurait pu gagner à une attitude entièrement différente.

Il est vrai que ce brave Chambord, qui depuis si longtemps dormait dans le rêve du droit divin et des lis blancs, vient de se réveiller. Il parle, il écrit, il fait l'homme. La mort du petit Louis lui a fait concevoir des espérances sérieuses. Peut-être s'enamoure-t-il en Autriche, sa patrie. Quoi qu'il en soit, cet homme d'un autre monde, se lève et dit: "Je suis l'un des petits fils de Henri IV! La France m'appartient!"

Bien dit, Chambord. Mais viens la prendre. En vérité, cette monarchie est bien morte, et sa restauration est impossible que celle de Charlemagne ou de Charles Martel. "Les chassepots paraîtront d'eux-mêmes," a dit le vieux Mac Mahon.

Est-ce que le peuple connaît cette antiquité-là? Est-ce que ce peuple, sorti de la Révolution française, ayant passé à travers les guerres et les gloires du premier Empire, démocratisé par quatre vingt dix ans de luttes, de travaux et de libertés, connaît le drapeau blanc, aime les fleurs de lis et se soucie beaucoup d'Henri IV et de ses petits-fils? Si les nobles de la fidélité anté-diluvienne ont conservé dans ce qui reste de leurs pigonniers antiques un culte au droit divin et au droit féodal—qui sont la même chose—ces braves nobles sont peu nombreux, peu dangereux et pas du tout révolutionnaires. Ne les trouve-t-on pas même un peu dans tous les camps? La Vendée n'existe plus, et les gars du Bocage, en voyant passer les chemins de fer de la civilisation et du progrès, ont un peu changé d'habit et d'esprit. Ils sont peu disposés à imiter le cri de la chonette au profit de Louis Veillot et du comte de Chambord.

Il y aura sans doute des pèlerinages à Lourdes, bien chaulées, bien nourries d'enthousiasme, bien dévots et bien religieuses, surtout au printemps prochain, quand les neiges seront fondées et que les trinités du Gave seront saumonnées à point—et l'on fera tout naturellement des miracles d'un genre édifiant et particulièrement, bien que Léon XIII n'ait pas l'air de donner beaucoup dans ce genre d'affaires pieuses—mais les pèlerinages et les miracles de Lourdes, bons dans certains cas et pour certains développés, sont impuissants quand il s'agit de ressusciter les morts.

Et la royauté légitime est assurément bien morte.

Reste le parti bonapartiste. Mais qu'est-il devenu depuis la mort tragique de l'héritier présomptif et présomptueux de la couronne impériale? A propos de ce jeune homme, dont la cendre n'est plus chaude et que sa mère seule pleure encore—on peut être impératrice et mère—il paraît qu'il avait d'étranges idées sur le peuple, sur le gouvernement et sur la France. Ayant appris l'histoire Dieu sait où, et sous les auspices de Dieu sait qui, il haïssait d'une haine éternelle et fatidique le parti républicain et la révolution française. Jeune Hercule, il voulait foudroyer comme le lion de Némée. Il lui avait promis l'extermination. Fils du pape, il avait oublié que c'était la révolution française qui avait pris son grand oncle dans les rangs obscurs d'une noblesse douteuse et corse, ou avait fait un officier de fortune et d'audace, et l'avait, selon sa propre expression, couché dans le lit de ses maîtres. Mais les parvenus oublient facilement leur origine, et le fils de Napoléon III et d'Engénie, un peu français, un peu corse, un peu anglais, un peu espagnol, mais pas par le côté du Cid, avait, dit-on, pour idéal, ce sombre, cruel et fatidique dieu d'Albe qui fut presque trop féroce pour Philippe II.

Avez-vous ce singulier jeune homme aurait fait un singulier empereur. Mais la fortune, qu'on dit aveugle, a détonné ces détonnements, et c'est en Afrique, parmi des nègres et dans un champ de maïs, que le jeune et redoutable ennemi de la révolution française perdit la vie, son sceptral et la montre de son grand oncle. Il était alors déguisé en Anglais.

De tels détonnements feraient croire à Dieu, si on était tenté de le reconnaître. Car ils disent tout ce qu'il y a de vain, de pitoyable et de misérable dans certains êtres qui se supposent exceptionnels par la naissance et l'origine. Exceptionnels! Pourquoi pas infailibles?

Mais les coliques, les maladies, les infirmités et la mort sontheureusement la pour rappeler à ces êtres d'exception et d'infailibilité qu'ils sont un peu de poussière, un peu de néant et beaucoup de sottise et absurde vanité.

C'est donc Jérôme, la bête noire de la famille, qui est devenu l'héritier présomptif et peu probable de l'empire.

Car Jérôme déplaît à Cassagnac père et fils, à un passé fort peu électoral, ressemblant presque à un républicain, si les Bonapartes pouvaient avoir une semblable foi, et n'osera jamais tenter un décadence quelconque. On ne l'aime point, on ne l'admire pas, et chacun sait qu'il a mangé de la viande un vendredi saint avec Ste. Beuve et autres.

C'était fort bête sans doute, et la véritable philosophie ne s'amuse pas à des farces de ce genre; mais des plaisanteries de cette nature font souvent du mal. Veillot lui en veut d'une dent canine, et n'a pas tort. On sait du reste qu'Olivier serait le premier ministre de Jérôme. Le parti bonapartiste est donc

absolument disloqué. Outre que la légende n'est plus là pour servir d'aurole à son front, et que Sedan et Metz ont abaissé l'empire au-dessous des choses qui ne se nomment pas, les hommes comme Roulier se sont discrètement et prudemment détachés du groupe. Et vous voyez tomber les uns après les autres, comme autant de feuilles d'automne, les feuilles subventionnées hier par l'ardente Eugénie et son jeune fils. La foi bonapartiste est morte. Plus d'argent. Les uns s'en vont à droite, les autres à gauche. Le débandade est commencé. Chambord héritera de quelques bonapartistes cléricaux. Mais la république a déjà hérité de la foule de ceux qu'on nommait hier les royalistes. Pour Jérôme, malgré sa finesse, sa souplesse et sa supériorité d'esprit, il ne sera jamais plus empereur de France que vous et moi. Son fils aîné, un tout jeune Savoyard qui plaît à Cassagnac père et fils, vivra et mourra aussi sans couronne.

La France, voyez-vous, n'a plus de couronne que pour elle-même. Elle est désormais républicaine et irrévocablement démocratique. Il n'y a plus de parti royaliste ou impérialiste qui puisse l'agiter sérieusement et la faire sortir de la voie où elle est entrée. Quant au parti clérical, bruyant pour le quart d'heure, mais impuissant d'autant, on l'apaisera par la plus juste et la plus rationnelle des solutions démocratiques. Car il n'est pas méchant au fond. On supprimera le Concordat, on séparera l'Église de l'État, on rendra à l'Université son droit, sa force et sa légitimité et libérale influence sur les esprits.

La République est faite. Ne pleurons pas. Cette république, du reste, est si peu terrible, si honnêtement bourgeoise, si conservatrice, comme on dit!

Elle a des précautions touchantes et des conciliations admirables. Ceux qui l'attaquent et la calomnie ont bien tort vraiment. Ils trouvent la matière trop belle et sont des ingrats. Comment la voudraient-ils donc, et pourquoi cherchent-ils à l'irriter? Est-ce que la modération de Gambetta et la sagesse de Grevy leur déplairaient, et préféreraient-ils que cette république eût la piqûre des heures sanglantes et des jours révolutionnaires? Mais ils se trompent. Cette république, est selon le siècle et selon l'intérêt de la France. Elle restera ainsi. Les réformes qu'elle accomplira graduellement, s'accompliront sans violence et sans précipitation, par la seule force et la seule logique des choses. Car la France, Dieu merci, est dans le grand chemin du droit, de la démocratie et de la justice, et s'il a fallu la terrible breche de 93 pour savoir un chemin et passer, la France est aujourd'hui loin de cette breche historique et révolutionnaire, loin de ces jours redoutables et formidables, loin en avant sur la route des générations qui tournent le dos au passé et qui font face à l'avenir.

Aussi, loin de pleurer, réjouissons-nous.

ÉTATS-UNIS.

Depuis qu'ils ont traversé la grande crise de la Confédération, qui fut après tout la seconde période révolutionnaire et la dernière partie du programme d'affranchissement, les États-Unis n'ont assurément pas baissé.

Ils jouissent présentement d'une paix profonde, et personne, pas plus au Nord qu'au Sud, à l'Est qu'à l'Ouest, ne songe à troubler cette paix par des rêves de division, de séparation ou de dissolution politique. Il semble même que le *E pluribus unum* soit plus vrai et plus fort que jamais. Les deux partis de la république, un instant séparés par un abîme, se sont rapprochés et ont effacé la distance de haine que la guerre avait faite entre eux. Les républicains veulent moins la centralisation, les démocrates moins la confédération, et l'Union gagne à ce rapprochement.

Car si l'extême centralisation n'est pas bonne, il faut bien cependant que les États-Unis soient un peuple et une nation. L'unité dans la langue, la législation, l'enseignement, les principes, la doctrine et la patrie est une nécessité et un salut. Si l'État est quelque chose, il n'est pas tout. Si l'État était tout, à peine rattaché à l'ensemble par un lien facile à rompre, la nation existerait-elle? Demain, en vertu de cette doctrine, vous verriez les États-Unis perdre leur nom, se désunir, se morceler et mourir. Il faut que Washington reste la capitale de ce pays. Washington est un dogme politique et national.

Est-ce à dire que le parti républi-

cain soit absolument dans le vrai, ou la parti démocratique absolument dans le vrai?

Il n'est aucun parti dans ces conditions de vérité absolue. Chacun d'eux a sa part de raison et de nécessité. Mais ils sont tous les deux utiles. Dans un pays comme les États-Unis, avec un gouvernement reconnu par tous et des institutions que personne n'attaque, l'un d'eux marche, et l'autre modère ou régularise. Mais aucun n'est dangereux. La nation, avec sa souveraineté, avec ses pouvoirs nationaux, avec l'élection qui répare et corrige à temps, domine toujours les partis. Ce n'est en réalité que par elle et pour elle que tout se fait.

Aussi, à l'heure actuelle et dans l'état actuel des choses, bien qu'il y ait des pessimistes çà et là, nous ne voyons aucun danger sérieux suspendu sur la tête des États-Unis.

Grant lui-même en est-il un? Car Grant, après avoir fait son tour du monde et s'être assis à la table de tous les souverains de toutes les souverainetés de la terre, arrive.

Il sera dans quelques semaines à San Francisco, et son arrivée sera un événement.

Car cet homme tranquille, comme on l'a nommé, à tort ou à raison est un homme national. Aucun autre n'a sa popularité ici et ailleurs. Les faits, les circonstances et la fortune l'ont ainsi voulu. Ni grand général, ni grand président, ni grand homme, il a pourtant un peu de tout cela. Grant est un homme heureux. Certains individus naissent ainsi.

Sera-t-il candidat à la présidence des États-Unis?

Pouvez-vous en douter? Sherman, Conkling, Blaine et les autres, à son arrivée, rentreront dans l'ombre, s'excentent de leurs velléités ambitieuses et font cortège à cet homme. Ils n'ont qu'une popularité d'État, et cela s'efface devant une popularité nationale. Ils ne peuvent lutter contre lui. S'ils brigent un honneur, ce sera le second ou le troisième: la vice-présidence ou un ministère.

Mais Grant sera-t-il élu? La chose, sans être certaine, n'est pas improbable. La machine administrative et républicaine est à sa disposition. Grant, après tout, est moins partisan que Conkling, Blaine, Sherman et Hayes lui-même. Partisan dans la lutte, comme la nécessité le voulait, peut-il l'être dans la paix, quand la raison commande le contraire?

Ce n'est pas, bien entendu, que nous désirions sa réélection, et les républicains n'ont pas spécialement besoin d'un homme. Grant, du reste, est trop soldat, et les soldats, par la nature de leur éducation et de leur esprit, par leur ignorance habituelle de la société civile, conviennent assez peu à la tête d'une administration politique et supérieure. En plus, un troisième terme, quand Washington lui-même n'eût point été honneur quasi royal, serait un précédent fâcheux et dangereux. Mais la réélection de Grant, l'homme de l'armée, l'homme d'un parti militaire, l'homme des classes aristocratiques du Nord—car il faut bien avouer que cette démocratie à des classes semblables, tout au moins une semblable classe de riches possesseurs et de hauts financiers—ne mériterait pas la république des États-Unis en péril.

Car le peuple américain, tant dans un parti que dans l'autre, par origine, par histoire, par tradition, par sentiment, par intérêt, par gloire, et parce que ce XIXe siècle n'est pas précisément celui des royautés, des empires et des théocraties, croit à sa souveraineté, aime la liberté et n'entend à aucun prix sortir de la démocratie moderne, du droit souverain et du progrès suprême.

Toutefois, si c'est possible, évitez Grant.

LOUISIANE.

La Louisiane n'est pas heureuse et pas chancelante.

Aux temps de superstition et d'impétie où les fœux s'attribuaient à Dieu, on aurait assurément rendu Dieu responsable des malheurs qui frappent la Louisiane.

Mais si ces temps de superstition et d'impétie ne sont plus, les fœux n'en frappent pas moins.

Et la fièvre jaune, les ouragans et la politique, tour à tour, alternativement, souvent même à la fois et tous ensemble, se disputent ce malheureux État de l'Union américaine.

En effet, quand l'ouragan vient de passer et de détruire, avec la peste flottant dans l'air et suspendue sur nos têtes, il nous faut faire cette chose déplaisante, insolente, puante, odieuse et misérable qu'on nomme politique.

Le peuple, dans la souveraineté de sa conscience et de son droit,—

grand mots sur un néant—est appelé aux urnes, aux *polls*, si vous aimez mieux.

Il lui faut, paraît-il, ratifier la Constitution faite hier, et se choisir des gouverneurs, des législateurs, des juges et un tas de fonctionnaires indispensables.

Pas moyen d'éviter cela. C'est une nécessité. La machine ne marcherait point sans toutes ces inventions. Nous sommes une société, une civilisation et un gouvernement.

Et nous sommes citoyens. Donc, non parcequ'elle est très bonne, mais parcequ'elle est moins mauvaise, on ratifiera la nouvelle Constitution.

On c'est le peuple. Mais si, dans ce magnifique *On* collectif, il en est quatre sur mille ayant lu et connaissant la nouvelle Constitution de la Louisiane, c'est tout le bout du monde. Notre chiffre est même très généreux. La population de la Louisiane est composée de gens qui ne savent pas lire, de gens qui ne lisent point et de quelques braves gens qui lisent pour les autres.

Mais si le peuple, avec une complaisance sincère et très peu d'enthousiasme, ratifie la nouvelle Loi, il est certain que ce même peuple, avec un instinct supérieur et un flair qui ne trompe pas, dira à la dette: Comptons, s'il te plaît, et mets les ponces, ma belle. Je n'entends pas être étriqué par toi. Je veux bien payer les fautes, les fraudes et les vols de mes agents et de mes commis, mais pas jusqu'à la ruine, l'esclavage et la mort sur le fumier. Schlyock, défilons.

Si l'avocat et le conventionnel Semmes a fait une magnifique péroraison sur les ressources et les richesses de la Louisiane, la formidable queue du dernier ouragan a foudroyé la péroraison et les arguments de l'avocat Semmes.

Où est le coton? Où est le riz? Où est le sucre? Où la terre n'est-elle pas?

Salus patrie est lex suprema. Et le peuple, sans savoir le latin comme Semmes, un curé ou un professeur, sait que le salut de la patrie est la loi suprême.

Reste la question des individus ou des candidats, qui n'est par la moins importante, paraît-il. Mais tous d'accord sur ce point, tous: démocrates, républicains, greenbackistes, conservateurs, réformateurs, journaliers, avocats, marchands, médecins, ouvriers, agriculteurs, blancs, noirs, jaunes et philosophes.

C'est une splendide unanimité. Par un vote discordante.

Un même cri, que voici: *Choisissons de bons hommes!*

C'est clair, très clair, excessivement clair. Nous voulons tous de bons hommes. Personne n'en veut ouvertement de mauvais. Ce n'est pas un lapin qu'il faut pour un civet de lièvre, mais un lièvre. Car le civet de lièvre est chose excellente, et nous ne voyons par pourqu'on le peuple ne se passerait point la fantaisie d'un tel civet.

Mais où sont les lièvres? Mais où sont les hommes?

Et ceux qui sont bons pour certains sont-ils bons pour certains? La bonté, en politique, n'est-elle pas une chose essentiellement relative aux goûts et aux appréciations des individus? Cette relativité serait-elle même spéciale à la politique, et ne trouvez-vous pas parfois, même en cette république de liberté et de tolérance, des sectaires qui se maltraitent volontiers et s'excommunièrent peu charitablement?

La bonté! Quel admirable joyau sur la terre! Ce pays, toutefois, pas plus que les autres, n'est sans hommes bons, courageux, vertueux, dévoués et désintéressés.

Les chercher importe. Les trouver importe également. C'est ce que les délégués à la Convention de Baton Rouge, chacun avec une lanterne de Diogène, feront le mois prochain. Et nous espérons que quatre ou cinq cents lanternes suffiront à découvrir en Louisiane cinq ou six hommes d'intelligence, de patriotisme et d'honneur.

Disons même que la chose est facile et faite.

TRAVAIL.

Le 3 août a eu lieu au Château d'Eau, sous la présidence de M. Victor Hugo, et au profit du congrès ouvrier de Marseille, une conférence dans laquelle le grand poète a fait allusion au futur canal de Panama. Nous en détachons le passage que voici:

"La question mûne à cette heure, c'est le travail. La question politique est résolue; la Révolution est faite, et rien ne la défera. La question sociale reste; elle est terrible, mais elle est simple; c'est la ques-